



## Déclaration liminaire au CTSD du 19 novembre 2020

Monsieur le Directeur Académique, mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Ce CTSD se tient après une rentrée catastrophique avec un seuil épidémique inquiétant. Une nouvelle fois, les injonctions de dernière minute ont été subies par tous les personnels. Une nouvelle fois, les directeurs et chefs d'établissements ont été en première ligne et ont dû pour la rentrée du 2 novembre, tout mettre en place pour « limiter les dégâts », auprès des collègues, autres personnels des établissements et écoles ainsi qu'élèves et parents.

Cette rentrée s'est faite sans possibilité de concertation préalable au sein des équipes, dans un contexte d'alerte qui nous amène en outre : à redoubler de vigilance en raison du contexte d'alerte attentat qui s'est ajouté à la mise en place précipitée d'un nouveau protocole. En outre, nous avons dû préparer l'hommage à notre collègue dans la précipitation car même « une minute de silence », cela ne s'improvise pas.

Et tout cela sans le temps promis de préparation en assumant sans cesse : les informations suivies de leur contraire et apprises dans les médias ! Les collègues se sont débrouillés, comme toujours, car ils ont avant tout la conscience de préserver les élèves dont ils sont responsables. Mais le mécontentement, l'épuisement, la perte de confiance en notre employeur sont présents partout !

L'hommage à notre défunt collègue qui devait être un moment fort après ce qui s'est passé a été réduit à bien peu le jour de la reprise. Face à ce revirement de situation de dernière minute, l'UNSA appelle à proposer un temps véritable, entre autre le 9 décembre, et un message au sens essentiel : plus jamais ça !

Sur le terrain, la liste est longue : manque de masques, consignes absentes, contradictoires, peu claires ou impossibles à mettre en place afin de respecter le protocole « dans la mesure du possible » ! Les organisations syndicales considèrent que la situation actuelle nécessite la présence massive et urgente de personnels dans les écoles, collèges et lycées. Nous demandons au ministre de l'Education Nationale de procéder au recrutement de ces personnels au plus vite, à défaut de l'avoir fait dès le 2 novembre, en particulier en ayant recours aux listes complémentaires des concours, et en réabondant les listes complémentaires lorsque cela s'avère nécessaire. C'est à ce sujet qu'un courrier intersyndical lui a été adressé ces jours derniers, demandant également que la latitude laissée aux établissements du 2<sup>d</sup> degré soit donnée en termes de gestion des effectifs des élèves.

Le protocole en l'état est tout simplement inapplicable. Certes, le ministre est revenu sur l'application de celui-ci permettant l'enseignement par demi-groupes ou avec des effectifs réduits de moitié. Et après ? Rien pour les collèges qui ont parfois jusqu'à 600 voire 900 élèves ? Rien pour les écoles qui ont parfois plus de 26 élèves par classe et des locaux peu adaptés ?

Nous attendons des réponses, des aménagements rapides et concrets pour enseigner plus sereinement en protégeant correctement le personnel, mais aussi les élèves.

L'Unsa a écrit au ministre également, le 13 novembre pour demander que des possibilités d'organisation adaptées soient autorisées pour les collèges comme cela l'est désormais pour les lycées.

A nouveau, l'UNSA Éducation appelle très solennellement le gouvernement à prendre la mesure de la colère exceptionnelle qui grandit dans la profession. Tous les personnels doivent être entendus. Nous agissons et continuerons de le faire pour obtenir les avancées nécessaires sur nos conditions de travail, dans ce contexte de crise autant et qu'il le faudra.

L'Unsa multiplie les actions. La lettre proposée aux collègues qui résume complètement nos difficultés, demandes et état d'esprit a été lue plus de 60 000 fois et a recueilli plus de 10 000 signatures en quelques jours et ce chiffre continue de progresser quotidiennement.

En ce qui concerne notre département et plus précisément le premier degré, force est de constater qu'il continue de perdre des élèves avec une différence de 793 élèves en moins sur les prévisions. Le plus inquiétant concerne la chute de la scolarisation des moyennes sections et des CM2. Nous aurions pu espérer un autre constat après avoir apparu, pendant le confinement comme un département en forte progression de population. La situation des RASED est particulièrement préoccupante avec des postes de psychologues scolaires vacants, comme celui d'Avallon ou occupés par des personnels non titulaires et avec peu de postes de maîtres G encore en fonction. L'Unsa Education souhaite vous alerter, Monsieur le Directeur Académique sur cette situation des Rased, qui complexifie encore davantage la tâche des collègues sur le terrain, alors qu'ils sont déjà épuisés, repoussant la mise en place d'aides spécifiques pourtant essentielles pour la réussite et le bien être des élèves qui en ont le plus besoin. L'Unsa Education réitère sa demande de bilan chiffré complet de la situation des RASED pour notre département comme nous l'avons déjà demandé dans 2 instances précédentes.

Les équipes dans l'Yonne travaillent souvent avec des moyennes de moins de 25 élèves par classe. Pour autant, nous pouvons noter quelques établissements qui semblent avoir des effectifs un peu plus chargés, comme les écoles Jean Zay d'Auxerre, Laborde, les écoles de Champs Sur Yonne, les élémentaires de : Charbuy, Chéroy, Coulanges sur Yonne, Courlon sur Yonne élémentaire, la Tour à Villeneuve sur Yonne, Paron ou encore Victor Hugo ...

Il conviendra d'être attentifs pour ces écoles encore plus que pour les autres, lors de la carte scolaire. Pour Victor Hugo, avec le lotissement terminé, les effectifs risquent encore de gonfler. L'effort pour l'implantation des GS, CP et CE1 à effectifs réduits dans certaines écoles de REP est appréciable, il doit l'être partout, pour toutes les écoles, surtout avec le contexte actuel.

L'école Saint Siméon d'Auxerre doit être aussi bien davantage et très rapidement épaulée, nous en avons déjà parlé lors de précédents CTSD ou CHSCT. Nous souhaitons à nouveau vous faire part des difficultés persistantes dans cette école qui perd en outre des moyens (PMQC, poste dans le rased).

Concernant le second degré, nous observons également une baisse, moins importante, qui concerne essentiellement les 6ème. Mais, la tendance est à l'augmentation dans certains collèges surtout ceux du nord du département, comme à Sens, Paron, Pont Sur Yonne, St Valérien ou encore Villeneuve -sur- Yonne. Nous avons constaté quelques réajustements nécessaires de DHG suite à l'évolution des effectifs dans certains établissements. En ce qui concerne les AED et AP, l'Unsa réclame plus de moyens partout, car ces personnels sont en nombre insuffisant étant donné le contexte sanitaire. Une baisse, même légère de dotation, comme cela est stipulé dans les documents n'est pas acceptable. Non seulement elle ne doit pas baisser mais elle doit être augmentée rapidement. Ils sont nécessaires au bon déroulement de l'éducation, surtout dans les collèges avoisinant les 600 ou 700 élèves. Sinon, ce sont entre les heures d'aide ou les projets qui disparaissent ...

Si nous regardons les chiffres pour notre département, nous pourrions penser que nous sommes plutôt privilégiés, surtout dans le 1er degré, mais il n'en n'est rien. Les difficultés sont nombreuses sur le terrain : manque de personnel, de matériel de protection, de matériel de nettoyage, de remplacements. Et 80 écoles sur un peu plus de 360 gérées par des chargés de classes qui doivent faire tout à la fois et seuls adultes dans leur école ... c'est inadapté et trop de charges et de responsabilités leur reviennent. Nous vous demandons officiellement une attention et des mesures réelles et particulières.

Il faut aider les équipes sur le terrain et les collègues isolés, recruter afin que l'enseignement puisse se faire en toute sécurité et de manière plus sereine pour les élèves mais aussi le pour personnel.

Pour l'Unsa Education

Marie Lamoureux et Solange Silvan